

Colloque : Complexe « Sécurité et développement »

Organisé par le Secrétariat du Club du Sahel et de l'Afrique de l'Ouest (CSAO/OCDE)

Paris, le 12 juin 2012

SENEGAMBIE MERIDIONALE, DU CONFLIT CASAMANCAIS AUX NOUVEAUX TRAFICS

Par M. Abdoulaye Diallo,
Conseiller technique,
GIZ – Programme d'appui au développement socio-économique
pour la paix en Casamance
Dakar (Sénégal)

Comment conjuguer la réduction des conflits et la stabilisation de la situation économique et sociale ? Quelles actions dans les zones transfrontalières ? Comment intégrer le développement croissant des trafics (notamment de drogue) ?

Pour aborder ce thème avec les questionnements qui l'accompagnent, nous avons choisi de ne pas revenir sur l'historique ou les causes du conflit mais de focaliser la manipulation du conflit au niveau interne et dans l'espace sénégalais. Cette manipulation met en œuvre des intérêts économiques, géostratégiques et politiques des différents acteurs.

Après cet éclairage, il nous paraît aussi important d'analyser les espaces transfrontaliers dont certains sont des espaces de 'non-droit' où se développent des trafics de toutes sortes, notamment le trafic de drogue. Ces dernières années, le développement du narco-traffic a pris une place insoupçonnée dans les pays de la Ségambie, en particulier la Guinée Bissau que certains qualifie même de narco-pays.

Suite à ces deux aspects abordés, nous allons relever les leçons apprises pour renforcer la stabilité en Ségambie et aborder des éléments de réflexion pour une prise en charge des défis que pose la filière de la drogue venue d'Amérique latine.

I. LE CONFLIT CASAMANÇAIS : UN CONFLIT MANIPULE AUX ENJEUX UTILES

Le conflit casamançais, dans sa phase actuelle, qui a démarré le 26 décembre 1982, est qualifié de « conflit de basse intensité » (Marut : la question casamançaise T1). Ce conflit, évoluant en dents de scie avec des pics de violence cycliques, oppose le mouvement des forces démocratiques de Casamance, qui revendique l'indépendance de la Casamance, à l'Etat du Sénégal.

1.1 La manipulation de l'élite politico-intellectuelle sénégalaise

De 1990 à 1999, plusieurs acteurs sont intervenus à côté de la Guinée Bissau et de la Gambie pour aider le gouvernement et le MFDC à nouer les liens du dialogue contribuant sans aucun doute à réduire l'intensité du conflit. Les acteurs qui ont été les plus importants sont :

- Le collectif des députés casamançais essentiellement composé de ceux du PDS ;
- Le collectif des cadres casamançais qui, avec le mouvement des ressortissants des villages à Dakar, sera actif à partir du premier cessez-le-feu en 1991 ;
- Le réseau africain des droits de l'homme (RADHO) ;
- Le comité cléricale de l'église ;
- La coordination des organisations non gouvernementales d'appui au développement (CONGAD) ;
- La Commission de Gestion de la Paix dirigée par le député Marcel BASSENE ;
- La commission nationale de gestion de la paix en 1995 avec une antenne régionale en Casamance dirigée par un colonel de l'armée ;
- Le comité de coordination du MFDC qui a réussi l'organisation des assises du MFDC à Banjul ;
- Le comité des sages de la Casamance qui est le dernier venu dans la 'scène' du processus de paix.

Depuis l'alternance politique au Sénégal, en 2000, il y aura une succession de 'Monsieur Casamance', avec une signature 'd'accords cadres de paix' en 2004 entre l'abbé Diamacoune et le gouvernement du Sénégal. Ces différentes n'ont jamais abouti au dépôt des armes par le MFDC.

Cet échec des différents médiateurs est lié à plusieurs facteurs.

Il s'agit notamment, entre autres, d'un flou de la stratégie de l'Etat et de l'installation de cercles de négociation partiels et clos qui tournent sur une périphérie.

A y regarder de près, pendant deux décennies, différentes approches de résolution du conflit ont été mises en œuvre dans une démarche qui exclut le règlement politique du conflit qui oppose le mouvement des forces démocratiques de Casamance (MFDC) et l'Etat du Sénégal.

Le flou de la stratégie de l'Etat est caractérisé par la nomination d'un Monsieur Casamance qui n'a pas de cahier des charges précis et qui n'a aucun pouvoir sur des 'médiateurs' nommés par le président et qui développent des stratégies et initiatives totalement opaques travaillant beaucoup avec 'l'argent'.

C'est dire que la vision qui sous-tend cette stratégie ressemble à une démarche de 'pourrissement' pour que le MFDC se disloque progressivement. C'est une hypothèse justificative de la mise à l'écart des pays voisins, par le président Wade, de la sous-région dans le processus de paix car la réussite d'une telle stratégie nécessite son isolement sur le plan international.

Cette stratégie qui ignore la prise en charge du règlement politique pose plusieurs hypothèses que sont :

- ⇒ Une faible capacité de l'Etat à prendre en charge correctement des revendications politiques de types identitaires. L'Etat a une lacune dans sa capacité à questionner la citoyenneté hors du contexte colonial. La question de la réinvention de la citoyenneté rencontre une telle peur au niveau des plus hautes autorités que la seule réponse de l'Etat se limite à « on ne discute pas sur la souveraineté ». Pendant la première année de l'alternance, lors d'une rencontre avec la société civile et la presse, on se souvient de la colère du Président Wade face à la question d'un politologue sur la possibilité d'un système fédéraliste comme solution à la crise casamançaise.
- ⇒ Le maintien des situations conflictuelles en Casamance par des groupes d'intérêts opaques. Des leaders du MFDC, aux innombrables chargés de missions de la présidence ainsi que les médiateurs auto-proclamés qui captent les fonds des bailleurs, chacun de ses acteurs a intérêt à ce que le conflit perdure.
- ⇒ Le conflit casamançais, de faible intensité, n'est pas prêt d'être définitivement résolu par une « position' de l'Etat » qui lie la question politique à la souveraineté nationale.
- ⇒ Cette position de l'Etat fait que tout acteur qui parvient à approcher le président et à lui faire croire qu'il a la solution au problème sans discussions politiques, reçoit « des millions » pour sa stratégie.

Les cercles de négociation partiels et clos sont la conséquence d'une stratégie floue qui vise à établir une relation gagnant – perdant entre l'Etat et le MFDC.

Les cercles de négociation partiels et clos sont toujours constitués par un leader qui, pour plusieurs raisons, impulse un processus de négociation avec une partie du MFDC, et, parfois il associe des ONG locales ou internationales ou des bailleurs de fonds. Ce leader sur la base d'un mandat souvent présidentiel injecte beaucoup d'argent dans des discussions périphériques avec des acteurs qui ne sont pas déterminants ou qui sont contestés au sein du MFDC (aile civile et combattante).

Ainsi sur la place publique, différents cercles agissent dans un désordre total et concurrentiel, chacun étant sur une partie de la périphérie se croyant à un moment donné être la solution miracle avant de tomber dans la disgrâce présidentielle et l'oubli.

Cette situation a favorisé l'émergence d'un marché de la paix qui a su développer des mécanismes pour prospérer devenant une hydre, à peine une tête (comité de médiation) coupée, une nouvelle pousse (et c'est souvent les mêmes personnes qu'on retrouve dans tous les comités). Cette logique du marché de la paix a même conduit des cercles de négociation qui tout en poursuivant leur démarche individualiste et opaque à monter

des plateformes communes pour avoir plus d'influence sur l'Etat qui souvent les ignore royalement.

La logique « d'un marché de la paix » qui cohabite en paix avec « l'économie de guerre », c'est de ne pas s'occuper de la situation des populations qui restent des sans-voix pendant que les belligérants sont censés être en discussion.

Ce marché de la paix est aussi favorisé par l'utilisation de la rébellion par la Guinée Bissau et la Gambie.

1.2 La rébellion casamançaise : une ressource stratégique dans le jeu politico-militaire de la Guinée-Bissau et de la Gambie

Le MFDC, un acteur du jeu politico-militaire de la Guinée-Bissau

La position passive de la Guinée-Bissau ne traduit-elle pas la face cachée d'une position active ? De tout temps, les combattants du MFDC ont été utilisés par les acteurs politico-militaires de la Guinée-Bissau dans le jeu du contrôle du pouvoir, on se rappelle encore l'apport déterminant des combattants pour la prise de pouvoir par la junte en 1999.

C'est toujours dans cette logique qu'il faut comprendre la guerre menée en 2006 par le général Tag N Way contre les troupes de Salif Sadio, avec l'appui d'une partie du MFDC (les combattants de l'aile de César) : le général s'est appuyé sur une aile combattante du MFDC, avec l'appui supposé du Sénégal, contre une aile du MFDC qui lui serait hostile.

En Guinée-Bissau, le MFDC est l'acteur caché dans toute lutte de pouvoir car les connexions sont anciennes, elles remontent du temps de la lutte pour l'indépendance. Cela a toujours été le baromètre des relations diplomatico-militaires entre le Sénégal et la Guinée-Bissau. On se rappelle de « l'opération Gabu » du Sénégal dans la guerre civile de 1998–1999 pour sauver Nino, qui cache un objectif de ne pas permettre à Ansoumana Mané de rester au pouvoir car c'est un allié de Salif Sadio et de la Gambie.

En 2008, après la tentative de putsch, Wade a très vite massé ses troupes à la frontière avec la Guinée-Bissau donnant ainsi la preuve que le Sénégal prend très au sérieux ce qui se passe à Bissau et qu'il reste conscient de la dangerosité que l'installation au pouvoir à Bissau par un allié possible du MFDC, pouvait avoir comme répercussion sur ce qui se passe en Casamance.

Le double jeu de la Gambie

Après son accession au pouvoir, le président Sall s'est rendu en Gambie ou sur sa demande, son homologue s'est engagé à l'aider pour une résolution du conflit casamançais.

Cette déclaration tranche avec la réalité du soutien supposé du président aux combattants de Salif Sadio. En 2006, chassé de ses bases du Sud, le chef rebelle Sali

Sadio s'est retranché dans ses bases du Nord, à la frontière gambienne, où il est accueilli avec bienveillance.

Vers la fin de l'année 2010, l'affaire dite des armes iraniennes saisies au Nigeria à destination de la Gambie est venue relancer le débat de la position de ce pays vis-à-vis du MFDC.

La tension va atteindre un sommet le 16 décembre 2010 avec un discours radio télévisé du président gambien qui récuse les affirmations de soutien aux combattants du MFDC en accusant le président sénégalais d'avoir tout fait pour déstabiliser son régime. Il est allé même plus loin en accusant le gouvernement sénégalais d'être le principal soutien du MFDC

Cet accord est un vernis qui cache un profond malaise qui vient d'être aggravé par les récentes attaques et braquages de Salif Sadio. La nouvelle tournure de ces attaques est constituée par une prise d'otages militaires par les combattants de Salif qui les garderaient dans ses bases, proches de la frontière gambienne.

II ZONES TRANSFRONTALIERES EN SENEGAMBIE MERIDIONALE : ZONES DE NON-DROIT ET DE DEVELOPEMENT DES TRAFICS



Les zones transfrontalières de la Sénégambie sont des zones de 'non-droit' qui favorisent le développement de trafics de toutes sortes dont les plus importants sont le trafic de bois, le vol de bétail, le trafic des armes et de la drogue.

2.1 Trafic de bois et vol de bétail

Le trafic de bois de Casamance en direction de la Gambie a pris une proportion très importante au fur et à mesure de l'évolution du contexte.

Le point de départ du développement de ce trafic a été l'accord entre la fraction combattante du Front Nord avec le Gouvernement du président Diouf pour que les combattants exploitent à leur guise la forêt.

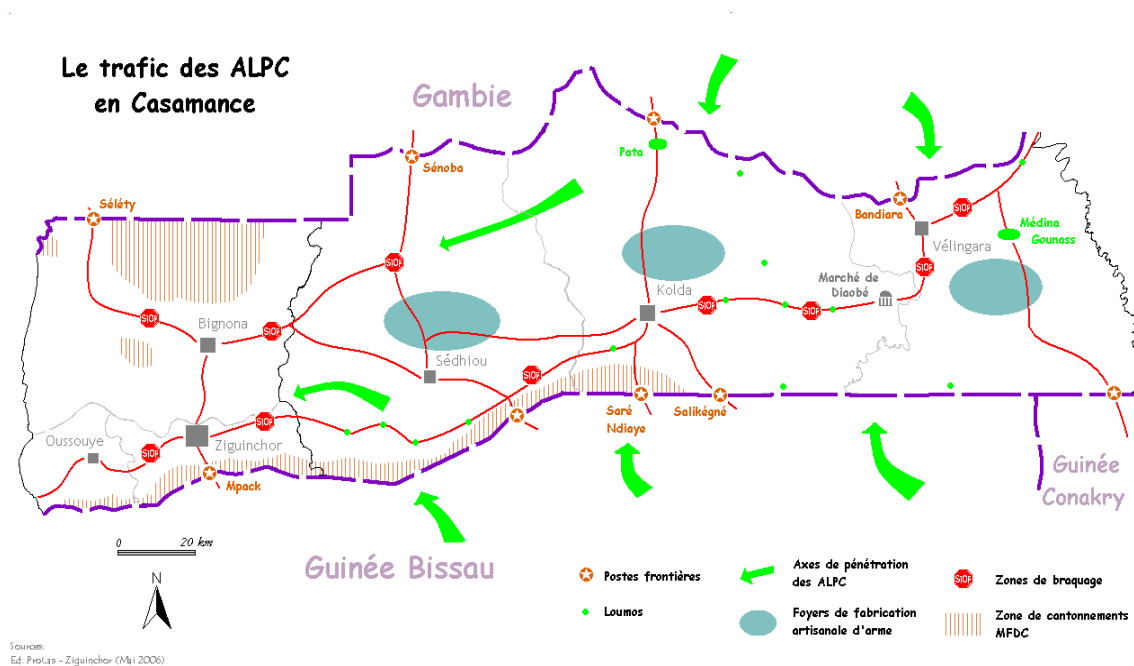
La politique de protection des ressources forestières de la Gambie par une interdiction de l'exploitation a fini de faire de la Casamance un vivier de ressources forestières de la Casamance.

Le plus inquiétant c'est l'existence d'un vaste réseau « chinois » installé en Gambie qui exporte par containers du tek et du Venn vers la Chine. Avec les Chinois, le trafic de bois impliquerait des autorités gambiennes et des autorités locales sénégalaises.

2.2 La circulation des armes

La Sénégambie est une zone de circulation des armes légères qui a permis une alimentation régulière des combattants du MFDC, de villages tels que Gounass, des braconniers du parc Niokolokoba.

En octobre 2011, la douane de Manda (département de Vélingara) a saisi 90 Kalachnikov dans le village de Kalifourou, ce qui démontre de la vitalité des circuits de trafics des armes.



Les villages de Wassadou – Paroumba – Pakour – Dialadiang sont des villages de passage des armes vers Médina Gounass (Sénégal) et Gambissara (Gambie). Ces villages sont connus dans tout le département de Vélingara comme des endroits où on peut se procurer des armes.

Les deux circuits traditionnels de la circulation des armes sont :

- Libéria – Guinée – Parc Niokolokoba – villages de transit – Médina - Gounass - Gambissara
- Guinée Bissau – villages de transit en Casamance.

A côté de ces deux circuits traditionnels, il semblerait qu'il existe un circuit de trafic via la Gambie en direction du MFDC qui a été démasqué par la saisie d'un bateau au Nigeria en provenance d'Iran vers ? la Gambie.

Avec les conséquences de la guerre de Lybie et les récents développements au Nord Mali, il y a à craindre un accroissement de la circulation des armes qui pourraient transiter par la Mauritanie ou par l'Est du Sénégal en direction de la Sénégalie pour alimenter la rébellion casamançaise.

2.3 Le trafic de drogue

En septembre 2006, la police de la Guinée-Bissau a arrêté deux Vénézuéliens et saisi, outre des armes et des postes émetteurs, 674 kilos de cocaïne, d'une valeur de 30,5 millions d'euros, qui ont été déposés dans un coffre du Trésor. Un groupe de soldats est arrivé au trésor public pour évaluer la drogue qui va disparaître après leur passage.

A partir de cette date, la drogue va imposer sa loi à la Guinée-Bissau au même titre que l'armée : le coup de force du 01 avril 2010 en est une parfaite illustration.

Le double attentat de Nino Vieira (président de la république) et de Tag Me Naway (chef d'Etat-major de l'armée) a conduit le pays vers des élections qui vont permettre à Malang Bécaye Sagna d'être président de la république. Lors de cette élection, il y a eu des soupçons quant à l'utilisation de l'argent de la drogue par certains partis ou leaders politiques.

Ainsi, le PRID de Aristide Gomez, l'ex-premier Ministre, est caricaturé comme « Parti de Révolutionnaire pour l'Introduction de la Drogue ». Une raillerie qui en dit long sur l'implication fautive ou réelle de son leader dans le trafic internationale de la drogue. Ce parti du point de vue logistique a dégagé une forte armada pour la campagne électorale. Et ses détracteurs expliquent que ce parti tire sa richesse du trafic de la cocaïne.

Aristide Gomez est souvent accusé d'être l'instigateur de l'introduction de la drogue en Guinée-Bissau qui dispose de plusieurs sites d'accueil de petits avions sans aucune possibilité de contrôle du pouvoir en place.

Cette possibilité d'atterrissage facilite le transfert de la drogue dans les pays voisins. Les narco-Nigériens sont les plus connus dans ce réseau de trafic. Le Département de

Vélingara en Casamance est une zone de transit pour les trafiquants avant d'atteindre la Mauritanie.

Le contrôle de l'armée par Anthony et Bubu Nathioute a été perçu par beaucoup comme une victoire des barons de la drogue en Guinée-Bissau car l'armée demeure encore le détenteur du pouvoir réel. En effet, Anthony est accusé à tort ou à raison d'avoir ouvert des pistes d'avion aux narco-trafiquants tandis que Nathioute est quant à lui, accusé à tort ou à raison de faire des affaires avec l'argent de la drogue.

III STRATEGIES DE REDUCTION DES CONFLITS ET DE STABILISATION ECONOMIQUE ET SOCIALE : LES LEÇONS APPRISES

Après plus de 10 ans de développement de stratégies de réduction du conflit en Casamance, des leçons sont à tirer pour améliorer la stabilité de la Sénégalie.

Le développement de la coopération transfrontalière

La coopération transfrontalière est très capitale pour la réussite de la stabilisation de la zone. Cette coopération transfrontalière est à développer à plusieurs niveaux car la Gambie et la Guinée-Bissau sont des acteurs incontournables pour la stabilisation de la zone. A ce titre, il conviendrait d'avoir une plus grande implication de la CEDAO et d'autres cadres de l'Union Africaine.

Toute stratégie de stabilisation de la Casamance qui exclut ou ne prend pas suffisamment en compte l'implication des pays voisins est vouée à l'échec, compte tenu de leur influence sur les groupes armés du MFDC.

Les Etats pourraient s'appuyer sur des acteurs de la société civile tels Enda Diapol qui a réussi à développer une approche de développement de la coopération transfrontalière avec un réseau d'acteurs dans chaque pays et au niveau des institutions sous-régionales

La coopération transfrontalière devrait être étendue à la mise en place d'un système de veille qui doit tirer les leçons sur celles déjà expérimentées et qui pris en charge par les Etat : il ne faut pas que ce système de veille soit seulement l'affaire de la société civile et des partenaires techniques et financiers.

Enfin, cette coopération multi-acteurs et multi-niveaux devrait permettre d'élaborer et de mettre en œuvre « un processus de paix en Casamance », un processus de stabilisation de l'espace de la Sénégalie avec une amélioration de la libre circulation des biens et des personnes et une gestion concertée et durables des ressources communes.

La stratégie de lutte contre la pauvreté : le développement économique et social des terroirs transfrontaliers

La situation de pauvreté endémique de la Guinée-Bissau ne favorise pas la stabilité car quelles que soient les stratégies qui sont développées, le vol de bétail, les braquages

sur les axes routiers du Sud, le trafic de drogue vont se poursuivre car ce sont les seuls moyens pour de nombreuses personnes d'accéder à des ressources pour survivre.

Il est important de mettre en œuvre une approche intégrative de développement économique et social des espaces transfrontaliers. C'est dans ce cadre qu'il faut prendre en compte le développement des marchés hebdomadaires comme celui de Diaobé.

Il faut aussi considérer l'accès des services sociaux de base comme une porte d'entrée pour la stabilisation et la relance économique et sociale des espaces transfrontaliers de la Sénégalie.

IV QUELLES STRATEGIES DE PRISE EN CHARGE DU DEFI DE L'INTRODUCTION DE LA DROGUE D'AMERIQUE LATINE

Nous pensons que la drogue a introduit de nouveaux défis dans l'espace sénégalien, il s'agit entre autres de :

- La transformation de la Guinée-Bissau vers un narco-État avec des conséquences sur toute la sous-région.
- L'implication des bandes armées dans le circuit du transport de la drogue.
- L'accroissement des armes en circulation au niveau de la sous-région à cause du lien entre drogue – armes – crimes.

Pour une prise en charge efficace de ses défis, il y a lieu de :

- Mettre en œuvre un vaste programme de lutte contre la pauvreté en Guinée-Bissau.
- Poursuivre la restructuration des forces de sécurité de la Guinée-Bissau.
- Accroître la coopération sous-régionale et internationale de lutte contre la drogue.